

Les prémices d'une nouvelle gauche en

<https://www.contretemps.eu>

Albanie

redaction

Depuis près d'un quart de siècle, l'Albanie, pays de l'ex-bloc de l'Est, transite des vestiges d'un passé dictatorial à l'actuel système de démocratie parlementaire. Ce dernier est mis à mal par la concentration du pouvoir et la monopolisation de l'économie par une caste politique corrompue et, plus récemment, par une politique de privatisations successives d'une très grande partie des services publics.

Dans cette situation critique, le mécontentement, la déception et la perte d'espoir se manifestent en privé, autour d'une table, entre amis, mais jamais dans la rue, jamais en groupe organisé. Chaque effort de construction d'un discours populaire a été condamné à être amalgamé à son passé hoxhaïste-stalinien, alors que le contexte est celui d'une défaite idéologique, politique et économique de la gauche à l'échelle mondiale. Cela a conduit à une absence quasi complète de groupes sociaux organisés, à un fonctionnement fictif des syndicats et à la disparition de l'activité politique.

Ces vingt-cinq dernières années, la scène politique est ainsi occupée par deux partis formés après la chute de la dictature stalinienne, qui portent différentes appellations (Parti Socialiste et Parti Démocratique) mais des programmes identiques. Leurs membres sont des politiciens-businessmen dont les intérêts se croisent avec ceux d'oligarques et de petits groupes mafieux. Leur base militante reste active et loyale grâce au clientélisme et à l'attribution de postes dans les administrations locales une fois le parti arrivé au pouvoir.

La vie politique du pays est ainsi monopolisée par ce bras de fer entre le pouvoir et l'opposition. Le 21 Janvier 2011, celui-ci a pris un tournant dramatique après la mort de quatre manifestants pacifiques tués par balle par la Garde Nationale, lors d'un rassemblement anti-gouvernemental à Tirana suite à une affaire de corruption dévoilée au grand jour. Cet événement a marqué les esprits de la population entière, prise d'un sentiment d'effroi et d'insécurité face à ce crime politique qui a signifié pour beaucoup la disparition de toute forme d'État de droit.

Deux ans plus tard en novembre 2013, l'Albanie a connu la plus grande manifestation depuis la révolte étudiante des années 1990. Les États-Unis ont sollicité le gouvernement albanais afin d'organiser la destruction de l'arsenal chimique syrien sur son sol et le premier ministre y était favorable. La grande pression populaire a poussé ce dernier à renoncer à ce projet, ce qui a constitué certainement une grande victoire pour le peuple albanais. Néanmoins, cette manifestation de masse n'a pas permis de révéler la gauche nouvelle qui était en train de naître au cœur de la capitale, en l'absence d'acteurs politiques en mesure de donner à cette mobilisation un éclairage anticapitaliste.

Depuis les débuts de son mandat, le gouvernement dirigé par Edi Rama n'a cessé de capituler. Cette capitulation s'exprime par une renonciation inédite de l'État à assumer ses responsabilités en termes de services publics. Toute une vague de mesures néolibérales a ainsi mis à genoux les services publics par des concessions et des privatisations.

Les conséquences de ce phénomène n'ont pas tardé à mettre à mal le quotidien des citoyens, particulièrement ceux appartenant aux classes populaires. Ainsi, le prix des transports en commun à Tirana a augmenté de façon drastique juste après leur privatisation. Rappelons que la majorité des usagers des transports en commun appartiennent aux classes populaires issues des banlieues qui se déplacent pour travailler au centre-ville, pour un salaire misérable. Cette augmentation des prix constituait donc un obstacle existentiel pour ces derniers, provoquant une mobilisation populaire.

Contrairement à la participation massive à la manifestation contre l'importation des armes

~~chimiques, que certaines critiques ont réduit à une tendance plus qu'à une prise de~~
conscience sociale, cette fois-ci le nombre de participants était assez restreint mais leur revendication plus radicale : « Transport public gratuit ! ».

Parmi les participants, on retrouvait des citoyens, des membres de la société civile, des membres de 'Organizata Politike' (l'Organisation Politique) : une organisation de gauche qui depuis le 21 janvier 2011 n'a pas cessé de condamner les réformes néolibérales que le gouvernement a mises en place : celles de l'énergie et de l'éducation et la prétendue 'guerre' contre le travail informel. Elles avaient été promues par le gouvernement pour servir, disait-on, l'intérêt commun et l'État de droit, mais elles ont en fait renforcé les divisions de classe et consolidé la position des oligarques proches de la coalition au pouvoir.

De qui se compose cette gauche naissante, d'où vient-elle et que revendique-t-elle ? « *Organizata Politike* » est une union volontaire d'étudiants, de professeurs et d'intellectuels se revendiquant de la pensée et de l'action politique de différents courants de gauche. Elle a été créée pendant les manifestations contestataires des événements du 21 janvier 2011 et, chaque jour, renforce son positionnement dans la gauche radicale. Elle se donne pour visée d'opérer des transformations sociales globales fondées sur l'égalité, la participation et la liberté, et cherche à atteindre ses objectifs grâce à la politisation des questions sociales et la mobilisation du peuple, en particulier des classes défavorisées et d'autres groupes sociaux marginalisés.

Le nombre de ses adhérents reste modeste (une cinquantaine) mais continue de croître et leur capacité à mobiliser les masses est indéniable. Le meilleur exemple est leur combat contre la réforme de l'éducation que le gouvernement Rama a proposé en 2013 qui a réussi à mobiliser un grand nombre d'étudiants. D'ailleurs, cette mobilisation a eu lieu en amont de la création du mouvement étudiant « Per Universitetin ».

Ces deux dernières années, ce mouvement a fait preuve d'une résistance inédite. Il représente désormais l'unique organisation de masse en Albanie. Les étudiants se battent contre la réforme néolibérale dans l'enseignement supérieur, visant à privatiser partiellement l'Université publique. L'État s'engage à réduire davantage les fonds publics destinés à l'éducation tout en augmentant le nombre d'établissements d'enseignement supérieur privés qu'il va subventionner.

Plutôt que de réformer les modèles économique et politique par des contributions académiques universitaires, la réforme de l'université répondrait désormais aux besoins du marché et des lobbys privés. La concurrence financière entre universités publiques et privées aurait comme conséquence l'augmentation drastique des frais universitaires selon les prix que le marché imposerait. Ainsi, le monde universitaire serait uniquement accessible aux membres des classes privilégiées, ou bien à une partie des non-privilégiés prêts à s'endetter et à en assumer les risques.

Il est important de noter que le capitalisme contemporain albanais fabrique déjà un nouveau sujet *d'étudiants travailleurs*. En vue de financer leurs études, ceux-ci sont exploités à un rythme soutenu à cause de leur instruction. Ces nouvelles « fabriques » d'exploitation sont par exemple des centres d'appel où la maîtrise d'une langue étrangère est indispensable. L'atteinte aux droits du travail (heures supplémentaire, etc.), en parallèle d'un bagage intellectuel déjà acquis, font *de ces étudiants travailleurs* une base solide de résistance future.

Ainsi, le mouvement étudiant a, dès ses débuts, commencé à construire un discours sur les différentes questions sociales et à affirmer son opposition à un grand nombre de réformes mises en œuvre par le gouvernement, dans la même veine que la réforme de l'enseignement supérieur.

Certes, cette cause sociale comme d'autres qui ont suivi, risquait d'être détournée par le parti d'opposition (Le Parti Démocratique), selon une logique de récupération politique, même si ce dernier a perdu toute crédibilité auprès du peuple, suite aux huit années durant lesquelles il fut au pouvoir (2005-2013). Ses membres ont été chassés chaque fois qu'ils ont tenté de rejoindre les rassemblements étudiants. Le mouvement continue de se battre durement contre les tentatives d'instrumentalisation de leur lutte par l'opposition, directement ou par certains médias qui lui appartiennent.

Néanmoins, d'autres manifestations ont pu tomber dans ce piège, comme la manifestation de la société civile et d'organisations écologistes contre la bétonisation d'une partie de l'unique parc naturel de Tirana. Cette cause n'a pas réussi à attirer l'attention d'une masse suffisante de citoyens. En se retrouvant en minorité numérique, une partie de la société civile a été tentée de collaborer avec le Parti Démocratique en espérant que cela allait mobiliser plus de personnes.

Il s'agit là sans doute d'un aveu de désespoir politique car au sentiment de frustration à l'encontre du gouvernement actuel se mélange la frustration de constater que la seule force politique capable de mobiliser massivement reste le PD. L'alternative aurait été de s'adresser aux classes laborieuses qui ne se caractérisent peut-être pas par une sensibilité particulière pour la question de la bétonisation du parc mais souffrent d'autres politiques municipales oppressives, telles que l'augmentation du prix de transport et la lutte contre l'économie informelle (vendeurs ambulants, etc.), afin d'assurer la convergence des luttes.

L'avenir semble prometteur. Les citoyens mobilisés sont toujours plus nombreux. Les raisons et les manières de se révolter sont diverses. L'art commence enfin à jouer son rôle originel, celui de déranger, et il dérange étant donné les moyens que le maire de Tirana met en place pour effacer régulièrement les graffiti de ÇETA, un groupe de *street art* politique qui dépeint des réalités dérangeantes, comme par exemple le portrait d'un adolescent de 16 ans, travailleur illégal dans l'industrie de traitement des déchets, retrouvé mort sur son lieu d'exploitation et assassiné une seconde fois par l'État, qui a voulu cacher son corps sans vie dans une déchèterie.

Citons en outre la dernière action de « Organizata Politike » : les poubelles de la capitale ont été taggées chacune par le prénom d'un député du parlement. Il s'agit des députés qui ont voté favorablement la loi qui permet désormais l'importation des déchets des pays étrangers en Albanie. Plus récemment encore, l'acte symbolique d'une militante du mouvement étudiant, Mirela Ruko, a connu un retentissement médiatique important. Il a consisté dans l'entartage de la ministre actuelle de l'éducation lors d'un rassemblement du Jour International des Etudiants. Malgré une grosse amende et quelques jours d'arrestation, la militante a reçu un grand soutien populaire via les médias et les réseaux sociaux.

Les mots de Qemal Stafa (membre fondateur du Parti communiste albanais et symbole de la résistance pendant l'occupation fasciste de l'Albanie) résonnent plus fort que jamais :

« L'ancien s'effondre, les temps changent, une nouvelle vie fleurit parmi les ruines ! ».

